

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

N° 3415 - VENDREDI 25 JANVIER 2019

## JOSEPH KABILA-FÉLIX TSHISEKEDI

# Passation de pouvoir « civilisée » et « historique »

Journée historique que celle d'hier qui a vu la République démocratique du Congo (RDC) écrire une nouvelle page de son histoire à travers la passation civilisée de pouvoir entre Joseph Kabila, le président de la République sortant, et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, porté à la magistrature suprême à la faveur des élections du 30 décembre 2018.

La cérémonie, très sobre dans son agencement, s'était essentiellement articulée sur l'audience publique et solennelle de la Cour constitutionnelle qui a reçu la prestation de serment du nouveau président élu, conformément à l'article 64 de la Constitution.

Page 3



Félix Antoine Tshisekedi prêtant serment devant la Cour constitutionnelle

TRACTATIONS POLITIQUES

## Le FCC et le Cach concluent un accord de coalition gouvernementale

Il est un secret de polichinelle que les tractations entre le Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le changement (Cach) sur la formation du prochain gouvernement se sont poursuivies ces derniers jours jusqu'à donner lieu à un accord. D'après l'AFP qui en a reçu une copie, cet accord prévoit une « répartition par famille politique des postes ministériels et autres postes administratifs ».

Il en résulte que le Cach aura sous son contrôle trois ministères régaliens (affaires étrangères, défense et intérieur) sur les quatre que compte le gouvernement. Un accord que le directeur de cabinet adjoint du chef de l'État sortant n'a cependant pas confirmé.

Page 3

## INVESTITURE DU NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT

# Des réactions après la cérémonie



Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo et Joseph Kabila lors de la cérémonie

Des réactions ont fusé de partout et en sens divers, selon les affinités politiques partagées avec le nouveau président de la République. « *La lutte pour la dignité et le prestige de notre pays ainsi que l'amélioration des conditions socio-économiques du peuple continue* », a twitté Jean-Bertrand Ewanga, membre de la coalition Lamuka qui a tenu à féliciter le cinquième président de la RDC. Le prix Nobel de la paix, le Dr Denis Mukwege, espère que les nouveaux dirigeants vont améliorer le quotidien de la population et lui tracer un avenir plus prometteur. L'ambassadeur des États-Unis en RDC salue le tout premier transfert pacifique et démocratique du pouvoir dans ce grand pays d'Afrique centrale.

Page 4

MESSAGE À LA NATION

## Joseph Kabila plaide pour la mise en place d'une coalition des forces progressistes

Dans son dernier message à la nation en tant que chef de l'État, à la veille de la passation du pouvoir avec son successeur, Joseph Kabila a affirmé avoir fait sa part et que « *le scrutin du 30 décembre a fait du pays un pionnier dans la sous-région* ». Il a exhorté les forces politiques issues des élections du 30 décembre à la mise en place d'une grande coalition « *pour défendre, y compris au prix du sacrifice suprême, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale* » du pays.

Il a assuré Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo de sa disponibilité à le soutenir durant son mandat et qu'il pourra compter sur lui chaque fois qu'il le souhaitera lorsque l'intérêt du pays l'exigera.

Page 2



## ÉDITORIAL

## Page

Même si rien n'est jamais parfait en ce bas monde où nous vivons et même si bien des problèmes restent encore à régler en République démocratique du Congo (RDC), rendons un hommage mérité à ceux qui ont su tourner cette page de son Histoire sans que le pays sombre dans le chaos comme nombre d'observateurs le prédisaient jusqu'à hier.

Au nouveau président Félix Tshisekedi, tout d'abord, dont le discours de paix prononcé à Kinshasa laisse bien augurer de l'avenir. A son prédécesseur, Joseph Kabila, ensuite, qui a respecté ses engagements à préserver la paix en conduisant jusqu'à son terme le processus délicat du renouvellement des institutions. A la société civile, enfin, qui n'a pas cédé à la tentation de la violence dont serait à coup sûr sorti le pire.

Si rien n'est encore véritablement joué sur la rive gauche de l'immense fleuve Congo et si les nouvelles autorités de la République vont devoir prouver dans les semaines et les mois à venir leur capacité à traduire en actes les idées nobles, généreuses, fraternelles sur lesquelles elles se sont fait élire le 30 décembre, un pas important a été franchi ce 24 janvier 2019 sur la voie de la paix dans cette partie de l'Afrique. Et pas seulement en RDC puisque de sa stabilité intérieure dépend pour une large part la paix dans cette partie du continent africain.

Si Félix Tshisekedi, avec le gouvernement qu'il va constituer et la majorité parlementaire qui le soutiendra, s'attache comme il l'a promis à mettre un terme aux conflits qui déchirent plusieurs provinces de la RDC, à faire en sorte que son pays progresse rapidement sur la voie du développement durable, à mettre de l'ordre dans sa gouvernance interne, à resserrer ses liens avec les onze nations qui l'entourent, c'est bien l'Afrique centrale tout entière qui en tirera de grands bénéfices. Et qui enregistrera des progrès décisifs sur le plan de la sécurité intérieure de chaque Etat.

Convenons-en : l'enjeu de la page qui s'ouvre à Kinshasa est considérable pour chacun de nous. Et tirons-en sans plus tarder les conséquences dans le domaine éminemment stratégique de la coopération.

Le Courrier de Kinshasa

## MESSAGE À LA NATION

## Joseph Kabila plaide pour la mise en place d'une coalition de toutes les forces progressistes

**Dans sa dernière adresse au peuple congolais en tant que chef de l'État, à la veille de la passation du pouvoir avec son successeur, le président sortant a affirmé avoir fait sa part et que « le scrutin du 30 décembre a fait du pays un pionnier dans la sous-région ».**



Joseph Kabila

Dans son dernier message à la nation ayant pris un ton d'adieu, le 23 janvier, le président Joseph Kabila Kabange a exhorté les forces politiques issues des élections du 30 décembre 2018 à se mettre ensemble autour d'une nouvelle coalition politique capable de brasser les intelligences et les énergies afin de relever le défi du développement de la République démocratique du Congo. À la veille de la passation du pouvoir avec son successeur, Joseph Kabila a estimé que cette recette était la meilleure alternative pour poser les bases d'un Congo « fort et prospère ». Il a ainsi exhorté à la mise en place de cette coalition « pour défendre y compris au prix du sacrifice suprême l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale » du pays. Et d'égrener sa pensée dans une rhétorique qui lui est propre : « Coalition pour une prospérité partagée et une cohésion nationale chaque jour renforcée. Coalition pour parfaire les chantiers en cours et en ouvrir d'autres plus ambitieux dans le domaine des infrastructures, du développement agricole, de la transformation locale de nos ressources naturelles, du renforcement de

notre leadership sur le continent et sur le marché mondial des minerais stratégiques. Bref, une coalition pour un Congo fort et prospère ».

Sur un registre purement politique, Joseph Kabila pense plausible son exhortation pressante à la coalition des leaders politiques, la majorité parlementaire n'ayant pas coïncidé avec la majorité ayant porté au pouvoir son successeur. Tout en invitant les acteurs politiques à mutualiser leurs efforts et à regarder dans la même direction, il a assuré Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de sa disponibilité à le soutenir durant son mandat. « Je vais passer la main sans regrets ni remords. Le Congo vient de loin. Le président élu, Félix Tshisekedi Tshilombo, pourra compter sur moi chaque fois qu'il le souhaitera » lorsque « l'intérêt du pays l'exigera », a-t-il promis.

Faisant l'évaluation de son bilan après dix-huit ans de règne, Joseph Kabila s'est félicité de la réunification du pays écartelé à son accession au pouvoir, en janvier 2001, en « autant des principautés qu'il y avait des chefs de guerre ». De quoi rendre une fière chandelle à tous ceux qui, de près ou de loin, l'ont accompagné dans la réalisation de son programme politique dont la réunification du pays en fut le soubassement. « Grâce à la mobilisation de l'ensemble de notre peuple, aux dialogues permanents avec les forces politiques et sociales, à l'action de nos vaillantes forces de défense et de sécurité – chaque jour mieux équipées, plus professionnelles et efficaces – à une diplomatie agissante, à des réformes institutionnelles courageuses, notamment la décentralisation et la récente révision du code minier, et à une politique monétaire et une gestion des finances publiques rigoureuses, le pays a été pacifié et réunifié, l'économie stabilisée, puis relancée, la reconstruction engagée, [...] et les avancées sans précédent enregistrées en matière de démocratisation et de l'instauration de l'Etat de droit », s'est-il réjoui.

Le chef de l'Etat sortant a, par ailleurs, félicité son peuple qui s'est rendu aux urnes le 30 décembre dernier dans le calme mais aussi les forces armées ainsi que la police dont il a loué le dévouement, le sens patriotique et l'aptitude toujours renouvelée à défendre l'intégrité territoriale constamment menacée.

Alain Diasso

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo

Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## ALTERNANCE POLITIQUE

## Joseph Kabila passe le témoin à Félix Tshisekedi

**Journée historique que celle du 24 janvier qui a vu la République démocratique du Congo (RDC) écrire une nouvelle page de son histoire à travers la passation civilisée de pouvoir entre le président de la République sortant et son successeur, porté à la magistrature suprême à la faveur des élections du 30 décembre 2018.**

L'événement a eu lieu au Palais de la nation en présence d'une assistance multiforme constituée des officiels, des ambassadeurs et membres du corps diplomatique, des représentants des organisations internationales et autres invités de marque sans parler des innombrables Congolais ayant effectué le déplacement de ce site historique. La cérémonie, très sobre dans son agencement, s'est essentiellement articulée autour de l'audience publique et solennelle de la Cour constitutionnelle qui a reçu la prestation de serment du nouveau président élu, conformément à l'article 64 de la Constitution. S'en est suivie la remise par Joseph Kabila des symboles de la République (la Constitution, l'étendard et autres armoiries) à son successeur pour sceller véritablement la transmission du pouvoir. Un moment d'intense émotion sous des applaudissements nourris d'une foule en liesse. L'autre temps fort de cette journée mémorable a été marqué par le discours d'investiture du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Le nouveau chef de l'Etat a promis d'œuvrer pour l'émergence d'un Congo uni, tranchant nettement avec l'esprit de division et de tribalisme, « un Congo pour tous dans lequel chacun pourra mériter sa place ». Il a qualifié son avènement à la tête du pays comme l'aboutissement du combat pour le mieux-être et exprimé toute sa reconnaissance au peuple congolais pour son soutien indispensable. Félix Tshisekedi a pris l'engagement de se conformer aux obligations que lui im-

pose la Constitution tout en militant pour l'instauration d'un Etat de droit. Il a également prôné la solidarité nationale, la cohabitation pacifique entre les différentes communautés et le dialogue, loin de toute discrimination ethnique et sociale. Le chef de l'Etat a garanti aux Congolais le respect de l'exercice de leurs droits fondamentaux, s'engageant aussi à promouvoir la parité homme-femme. Se voulant rassembleur, le nouveau président a, une fois de plus, tendu la main à ses challengers directs à la présidentielle du 30 décembre avec un clin d'œil au passage à Martin Fayulu dont il a salué l'engagement politique. « C'est ici l'occasion d'exprimer notre profond respect à notre frère Martin Fayulu avec lequel nous avons mené ce combat politique depuis plusieurs années. L'engagement de ce véritable soldat du peuple est un exemple pour la vitalité de notre démocratie et la responsabilité civique de chaque Congolais », a-t-il déclaré. Félix Tshisekedi a également salué Emmanuel Ramazani Shadary et d'autres concurrents malheureux à la magistrature suprême avec lesquels il espère asseoir une gouvernance commune du pays.



Félix Tshisekedi

Le président de la République a aussi mis une emphase particulière sur la réconciliation nationale. Là-dessus, il a indiqué qu'il mettra en place une procédure d'écoute et de dialogue des doléances des forces vives de la nation afin de cimenter la cohésion du pays. Il a promis un recensement général de la population pour avoir des informations démographiques fiables susceptibles de permettre une planification du dévelop-

pement national. Il a, par ailleurs, promis une stratégie de lutte contre la corruption et la délinquance fiscale afin de valoriser l'Etat de droit.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo n'a pas manqué de féliciter Joseph Kabila, l'homme par qui cette alternance politique au sommet de l'Etat a été rendue possible. « Nous avons été votre fervent adversaire politique, monsieur le président. Nous n'oublions rien de nos combats politiques, les moments difficiles traversés. Nous avons connu au cours des décennies des périodes d'incertitudes et de nouvelles tensions dans un climat politique non apaisé. Dans votre exercice du pouvoir, vous avez pu engager le pays dans une transition qui avait abouti à la réunification du territoire national alors divisé. Mais, à aucun de ces moments, la peur a terni votre détermination à permettre au peuple congolais de se choisir librement ses dirigeants. Votre action s'inscrit ici dans le détail de vos prédécesseurs et autres dirigeants historiques », a-t-il reconnu.

A noter que le président kényan, Uhuru Kenyatta, a été le seul chef de l'Etat ayant fait le déplacement de Kinshasa pour participer à cette cérémonie d'investiture, les autres chefs d'Etat invités ayant préféré se faire représenter. Autre fait marquant, le malaise qu'a connu Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, alors qu'il s'adressait pour la première fois à la nation en tant que président de la République. Ce qui a contraint la télévision nationale à rompre la retransmission en direct avant de la reprendre quelques minutes après, le président ayant retrouvé ses esprits.

À 55 ans, Félix Tshisekedi devient officiellement le cinquième président de l'histoire de la République démocratique du Congo. Il remplace ainsi Joseph Kabila Kabange qui a dirigé le pays pendant dix-huit ans.

Alain Diasso

## RDC

## Washington prend acte de l'élection de Tshisekedi

**Les États-Unis saluent le peuple de la République démocratique du Congo « pour son insistance sur un transfert de pouvoir pacifique et démocratique », a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat américain.**

« Nous nous sommes engagés à travailler avec le nouveau gouvernement de la RDC. Nous encourageons le gouvernement à mettre en place une large représentation des acteurs politiques congolais et à traiter les informations faisant état d'irrégularités électorales ». Ces propos sont de Robert Palladino, le porte-parole adjoint du département d'Etat américain. Ils font suite à l'audience que Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi avait accordée, le 23 janvier, à Mike Hammer, ambassadeur américain accrédité en République démocratique du Congo (RDC). Les deux hommes ont, au cours de leur échange, examiné la possibilité de repartir sur les nouvelles bases en renouvelant la coopération bilatérale entre leurs deux pays mise en froid depuis quelque temps à cause des sanctions américaines qui pèsent sur quelques officiels congolais interdits de séjour aux États-Unis. « Les États-Unis saluent le peuple de la République démocratique du Congo pour son insistance sur

un transfert de pouvoir pacifique et démocratique. Nous reconnaissons également l'engagement du président sortant, Joseph Kabila, à devenir le premier président de l'histoire de la RDC à céder le pouvoir de manière pacifique dans le cadre d'un processus électoral », a ajouté Robert Palladino. En conclusion, les Etats-Unis s'alignent désormais sur les autres pays du monde qui ont félicité et pris acte de la victoire électorale de Félix Tshisekedi au terme de la présidentielle du 30 décembre. Cette audience est venue quelque peu apporter un éclairage sur la perception que Washington avait sur le nouveau leadership national en RDC incarné par Félix Tshisekedi, après la sortie médiatique de Chris Smith, l'ancien président de la Chambre Afrique du parlement américain et doyen de la délégation de l'Etat au Congrès. Cet officiel américain a plaidé, dans une déclaration publiée le 21 janvier, pour des sanctions à infliger aux personnes impliquées dans la fraude électorale en cas d'investiture de Félix Tshisekedi. Il avait même mis en garde contre l'installation cette semaine du nouveau président élu malgré les résultats obtenus.

A.D.

## TRACTATIONS POLITIQUES

## Le FCC et le Cach concluent un accord de coalition gouvernementale

**Le document signé par les deux plates-formes prévoit une « répartition par famille politique des postes ministériels et autres postes administratifs ».**

On en sait un peu plus sur les tractations de coulisses que les délégués du Front commun pour le Congo (FCC) et ceux du Cap pour le changement (Cach) ont amorcé depuis quelques jours dans la perspective de la formation du gouvernement. Les deux regroupements politiques ont convenu d'évoluer dans la logique d'une coalition en mutualisant leurs efforts dans le cadre d'une gestion commune du pays. A en croire l'AFP qui a divulgué les grands traits de l'accord conclu entre eux, portant répartition des postes ministériels, il en résulte que le Cach aura sous son contrôle trois ministères régaliens sur les quatre que compte le gouvernement. Il s'agit du ministère des Affaires étrangères, de la Défense et celui de l'Intérieur. Quant au FCC, il ne va se contenter que d'un seul ministère de souveraineté, en l'occurrence le portefeuille de la Justice.

Toujours d'après la source, les deux parties auraient également convenu, dans cet accord politique étalé sur dix ans, d'avoir une présidence et une primature tournantes. Concrètement, si pour les dix premières années, la présidence de la République revient au Cach et que la primature est dirigée par le FCC, la tendance sera automatiquement inversée, en cas de victoire électorale, lors du renouvellement de l'accord pour la deuxième décennie. Déjà la veille, dans son message à la nation, Joseph Kabila avait lancé un appel à la coalition de toutes les forces progressistes contre ceux qui veulent accaparer des ressources naturelles de la République démocratique du Congo.

A.D.



## INVESTITURE DE FÉLIX TSHISEKEDI

## Des réactions après la cérémonie

Des réactions ont fusé de partout après la prise de fonctions, le 24 janvier à Kinshasa, du nouveau président élu au terme du scrutin du 30 décembre dernier. Des interventions qui vont en sens divers, selon les affinités politiques avec lui. Pour la coalition Lamuka, il demeure l'usurpateur de la victoire de son leader, Martin Fayulu, crédité par l'Eglise catholique de plus de 60% des suffrages exprimés, loin devant lui et Ramazani Shadary.

Dans le camp de Lamuka, certaines langues commencent toutefois à se délier, s'étant ravisé de la nullité du combat perdu d'avance sur la restauration de la vérité des urnes. C'est notamment le cas de Jean-Bertrand Ewanga, membre de cette coalition de l'opposition, qui a pris son courage à deux mains pour féliciter Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo. « Sincères félicitations au président de la RDC, son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo pour son investiture comme chef de l'État. La lutte pour la dignité et le prestige de notre pays ainsi que l'amélioration des conditions socio-économiques du peuple continue », a-t-il twitté, au grand dam de certains cadres de Lamuka qui tergiversent encore pour féliciter le nouveau président.

Dans un communiqué publié à

l'issue de la cérémonie, le prix Nobel de la paix, le Dr Denis Mukwege, a pris la liberté de féliciter le cinquième président de la RDC. « Présider aux destinées de notre pays est une lourde responsabilité. Notre peuple qui a tant souffert à cause d'un système qui l'a asservi depuis des décennies attend beaucoup de ses nouveaux dirigeants pour améliorer son quotidien et lui tracer un avenir plus prometteur. Nous espérons qu'ils assumeront ce rôle avec gravité », a-t-il dit. Et d'ajouter : « Nous appelons le peuple congolais et l'ensemble des forces sociopolitiques de notre pays au patriotisme et à se souder autour de l'idéal du changement pour reconstruire ensemble notre pays, restaurer la dignité de notre peuple et préserver la paix ». L'analyste politique, Joseph



Des officiels lors de la cérémonie

Kongolo, a estimé, quant à lui, que la cérémonie d'investiture du nouveau président aura été un moment chargé d'émotions, de sens et qui doit marquer une rupture, en particulier dans la gouvernance du pays. Il a souhaité que le serment prêté par Félix Tshisekedi se transforme en action. « Le président de la République doit intérioriser

l'ensemble des concepts qui constituent le serment et avoir une vision claire du devoir à accomplir », a-t-il recommandé. L'ambassadeur des États-Unis en République démocratique du Congo a, pour sa part, salué l'avènement de la toute première passation du pouvoir pacifique au sommet de l'État entre Félix Tshisekedi, président entrant,

et Joseph Kabila, président sortant. « Jour historique pour la RDC. Un tout premier transfert pacifique et démocratique du pouvoir. Les États-Unis soutiennent le peuple congolais et travailleront avec le président Tshisekedi et le nouveau gouvernement pour un avenir pacifique et plus prospère », a-t-il souligné via Twitter.

Alain Diasso

## Une marée humaine a déferlé au Palais de la nation

C'était une déferlante, le 24 janvier à Kinshasa, à la cérémonie de prise de fonctions du nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC). Une foule immense vêtue de blanc a pris d'assaut le site où il devait prêter serment comme cinquième président du pays.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo « Fatshi » a prêté serment, le 24 janvier, au Palais de la nation à Kinshasa, devant la Cour constitutionnelle réunie

en audience solennelle. Il devient le cinquième président de la RDC, après Joseph Kasavubu, Joseph-Désiré Mobutu, Laurent-Désiré Kabila et Joseph Kabila. « Moi, élu président de la République démocratique du Congo, je jure solennellement devant Dieu et la nation : - d'observer et de défendre la Constitution et les lois de la République ; - de maintenir son indépendance et l'intégrité de son territoire ; - de sauvegarder l'unité nationale ; - de ne me

laisser guider que par l'intérêt général et le respect des droits de la personne humaine ; - de consacrer toutes mes forces à la promotion du bien commun et de la paix ; - de remplir, loyalement et en fidèle serviteur du peuple, les hautes fonctions qui me sont confiées », a déclaré le nouveau président de la RDC, conformément à l'article 74 de la Constitution, devant les magistrats de la Haute Cour qui lui ont octroyé un exemplaire de la loi fondamentale, avant que le

président sortant, Joseph Kabila, ne lui remette les symboles du pouvoir. Des coups de canon ont été tirés selon les traditions d'usage pour symboliser cette passation du pouvoir civilisée entre Kabila et Tshisekedi.

Un seul chef d'État a rehaussé de sa présence cet événement, Uhuru Kenyatta du Kenya. L'on a toutefois noté la présence du vice-président de la Tanzanie, de celui de la Namibie, du Burundi et du Zimbabwe, du ministre des Affaires étrangères du Congo, Jean-Claude Ngakosso, du ministre Zulu de l'Afrique du Sud, du ministre Samuel Domingos de l'Angola, d'un ministre venu d'Égypte, d'un représentant dépêché par le roi du Maroc, etc.

L'ambiance était à son comble, même si l'on a noté quelques défaillances du côté du protocole d'État. Des milliers de personnes, toutes vêtues en blanc, ont déferlé sur le lieu pour suivre cette cérémonie inédite, historique en RDC : la passation civilisée du pouvoir entre un président sortant, Joseph Kabila Kabange, qui a dirigé le pays pendant dix-huit ans, et le président élu à l'issue de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018, Félix Tshisekedi, fils de l'opposant historique considéré comme le père de la démocratie

congolaise, Etienne Tshisekedi. « Félix, kobosana te, papa alobaki, le peuple d'abord » (Félix, n'oubliez pas, papa -Etienne-, avait dit : « le peuple d'abord »), scandait la foule au Palais de la nation

« Fatshi » a, dans son discours d'investiture, salué Martin Fayulu qui a fini deuxième à la présidentielle après la confirmation des résultats du vote par la Cour constitutionnelle. « C'est ici l'occasion d'exprimer notre profond respect à notre frère Martin Fayulu avec lequel nous avons mené ce combat politique depuis plusieurs années. L'engagement de ce véritable soldat du peuple est un exemple pour la vitalité de notre démocratie et la responsabilité civique de chaque Congolais », a-t-il souligné, avant de saluer aussi Emmanuel Ramazani Shadary, arrivé troisième et présent à la cérémonie d'investiture.

Le nouveau président a promis de répertorier tous les prisonniers politiques à travers le pays pour leur future libération et s'est engagé à améliorer les conditions sociales des forces de défense du pays, mettant un accent prononcé sur l'instauration d'un État de droit. Désormais, Fatshi préside aux destinées de la RDC pour les cinq prochaines années.

Martin Engimo



La foule au Palais de la nation à l'investiture de Félix Tshisekedi (photo Actualite.cd)



## ACCORD DE PAIX

# Le Soudan du sud demande le soutien de la communauté internationale

**Le gouvernement sud-soudanais a appelé, le 23 janvier, la communauté internationale à financer l'accord de paix signé en septembre, dont la mise en œuvre a pris quatre mois de retard sur fond de combats toujours en cours dans certaines régions.**

Dans un discours prononcé notamment devant des diplomates étrangers, le ministre adjoint des Affaires étrangères, Deng Dau Deng, a indiqué que l'argent sollicité est nécessaire pour s'assurer du cantonnement de groupes armés, une des mesures clés de l'accord de paix. « *Quand on n'a pas de ressources, on ne peut pas avancer. C'est la disponibilité de ces ressources qui permettra au processus d'avancer* », a-t-il déclaré.

Goc Mokwach, le ministre adjoint des Finances, a indiqué que le parlement a approuvé en 2018 un budget d'environ vingt millions de dollars pour la mise en œuvre de l'accord de paix. Selon Deng Dau Deng, le gouvernement n'a jusqu'à présent réussi à rassembler que 1,6 million de dollars.

Lors de la lutte pour l'indépendance et après l'obtention de celle-ci par le Soudan du Sud en 2011, les partenaires internationaux, principalement les Etats-Unis, ont financé le gouvernement et diverses missions humanitaires, notamment à hauteur de milliards de dollars.

Plusieurs enquêtes d'ONG ont montré que

les élites du pays ont largement ponctionné les caisses de l'Etat pour leur enrichissement personnel et le financement de la guerre qui ravage le Soudan du Sud depuis décembre 2013.

Depuis la signature de l'accord de paix en septembre 2018, le président Salva Kiir a voyagé en Chine, en Egypte et en Afrique du Sud pour demander plus de ressources à ses partenaires internationaux, a souligné Deng Dau Deng.

Le Soudan du Sud a sombré dans la guerre civile en décembre 2013, lorsque le président Salva Kiir, un Dinka, a accusé Riek Machar, son ancien vice-président, de l'ethnie nuer, de fomenter un coup d'Etat.

Le conflit, marqué par des atrocités à caractère ethnique et le recours au viol comme arme de guerre, a fait plus de trois cent quatre-vingt mille morts, selon une étude récente, et poussé plus de quatre millions de Sud-Soudanais, soit près d'un tiers de la population, à s'enfuir. Il a également été marqué par la violation d'accords de paix et cessez-le-feu.

Depuis la signature de l'accord de paix en septembre, les diplomates étrangers assurent que les combats ont diminué dans le pays mais, certaines zones sont encore le théâtre d'affrontements, notamment dans le sud du pays où des rebelles n'ayant pas signé ce document sont opposés aux forces du gouvernement.

*Josiane Mambou Loukoula et AFP*

## IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE MATERIEL INDUSTRIEL ET ELECTRIQUE

### RECHERCHE

### RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat de niveau Bac+2 minimum sous la responsabilité du Directeur Commercial aura en charge le développement commercial du département Industriel et électrique (bâtiment et industrie)

### Les qualités requises sont :

- Bon bagage technique dans le domaine électrique et Industriel
- Bonne présentation et sens du commerce
- Connaissance de l'outil informatique (mail, tableur, traitement de texte)
- Technique commerciale (démarchage, vente, devis, facturation)
- Une maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire
- Une expérience dans une activité similaire sera appréciée
- Titulaire du permis B

### Les Missions

- Développement et suivi du portefeuille clients : fidélisation des clients existants recherche de nouveaux clients (prospects), suivi des objectifs de ventes prédéfinis
- Vente : analyse des besoins, négociation, suivi des commandes, devis, facturation
- Participation à la politique commerciale de l'entreprise (plan d'actions, veille stratégique, élaboration de rapports d'activité)

Le poste est basé à Pointe Noire et est à pourvoir rapidement

Le salaire sera à la hauteur de la compétence du candidat.

**Contact :** recrutementpnr19@gmail.com

## HYDROCARBURES

# X-OIL CONGO LANCE DE NOUVEAUX LUBRIFIANTS SHELL

**Un des leaders congolais de la distribution et de la commercialisation des produits pétroliers, X-OIL-CONGO, a lancé, le 15 janvier à Brazzaville, sous l'égide son Directeur Général, Jérôme MARTINS OLIVEIRA, une nouvelle gamme de produits lubrifiants de qualité supérieure, de marque Shell, une société de fabrication des lubrifiants connue de par le monde.**



La société anonyme de droit congolais, X-OIL CONGO, dans ses nobles ambitions de faire mieux afin de consolider sa position de leader dans la distribution des hydrocarbures au Congo, a noué un partenariat avec la société SHELL, numéro un mondial de fabrication des lubrifiants. L'objectif principal est d'alimenter le marché congolais en produits lubrifiant Shell de qualité supérieure.

« *X-OIL CONGO souhaite poursuivre son développement sur le territoire congolais. C'est dans cette optique que notre société s'est rapprochée de SHELL, afin de présenter et de proposer aux congolais des lubrifiants de qualité supérieure* », a souligné le Directeur Général de X-OIL CONGO, Jérôme MARTINS OLIVEIRA.

Ces huiles moteurs ont été lancées officiellement le 15 janvier dernier, par la société X-OIL CONGO. Au total quatre types de lubrifiants ont été mis sur le marché congolais, tous appartenant à la gamme SHELL Hélix. Il s'agit notamment de la marque Shell Hélix 15W-40, proposée aux véhicules moyen de gamme, âgés de

8 à 12 ans; Shell Hélix ultra 5W-40, spécifiques aux voitures de 40 ans de vie; Shell Hélix 20W-50, destiné aux véhicules vieux de plus de 13 ans et Shell Hélix 10W-40, réservé aux véhicules haut de gamme de 5 à 7 ans.

Ces huiles moteur hors pair et très légères, offrent aux automobilistes et véhicules des avantages particuliers. Celles-ci présentent des caractéristiques techniques spéciales, faisant d'elles des lubrifiants incomparables, adaptés à chaque type d'automobile.

Selon le spécialiste et responsable lubrifiant chez X-OIL CONGO, les huiles moteurs SHELL présentent deux types de gammes. La première gamme Shell Hélix est adaptée spécifiquement aux véhicules utilitaires légers, du genre taxi et autres voitures personnelles légères.

La seconde gamme Shell, dénommée Shell Rimula est proposée aux véhicules poids lourds, qui consomment le gasoil. Pour ce type de véhicules, Shell a mis en place des additifs spécifiques en rai-

son de leur gabarit afin de leur garantir la sécurité.

« *La différence avec SHELL c'est qu'elle a réussi à développer deux types d'huiles moteur. Il y a par exemple les huiles moteurs réservées spécialement aux véhicules poids légers, notamment les taxis et les voitures personnelles. Le plus souvent, cette gamme est plus performante pour des véhicules à usage essence. C'est la gamme « Shell Hélix », a précisé Merryl Pondo, le responsable lubrifiant chez X-OIL CONGO. Pour alimenter l'ensemble du marché congolais, la société X-OIL CONGO a conçu un plan de distribution reparti en deux phases. La première étape consiste à entreprendre une action marketing de grande envergure sur l'ensemble du territoire. Sur ce volet, le leader congolais de distribution des produits pétroliers prévoit une grande campagne de communication en vue de garantir la visibilité de ces produits Shell auprès des consommateurs. Cette campagne se fera à travers plusieurs moyens de communications, notamment par les affichages publics fixes, mais aussi sur les panneaux mobiles.*

La seconde phase, la plus importante d'ailleurs, quant à elle, concernera le dispatching ou la distribution proprement dite de ces lubrifiants Shell sur l'ensemble du pays.

La première phase de distribution se fera particulièrement dans les 07 stations-services que X-OIL CONGO compte au Congo, disséminées sur l'ensemble du territoire. Cette opération s'étendra progressivement auprès des clients et revendeurs des lubrifiants. Ainsi, pour couvrir toute l'étendue du territoire national d'ici la fin du premier trimestre 2019, la société X-OIL CONGO a mobilisé une importante équipe de commerciaux, qui devront assurer méthodiquement la distribution de ces lubrifiants, à travers les canaux prévus.

En proposant aux congolais les nouveaux produits SHELL, l'objectif visé par X-OIL CONGO est d'accompagner le pays dans son développement économique. « *Notre objectif premier est de se lancer dans une démarche qualitative. C'est dans cette perspective que X-OIL CONGO a investi plus de 6 milliards FCFA sur la période 2017. Malgré la situation économique difficile qui prévaut dans le pays, notre société prévoit un nouveau plan d'investissement conséquent au Congo* », a conclu Jérôme MARTINS OLIVEIRA.



## HYDROCARBURES

## Le Congo au cœur du secteur énergétique en 2019

Dans une publication intitulée les « Dix tendances qui façonneront le secteur de l'énergie en Afrique en 2019 », la Chambre africaine de l'énergie indique notamment que la douzième série de licences du Gabon en eaux peu profondes et profondes devrait s'achever en avril et la phase II des licences du Congo en juin.

Après une année de rebond et de reprise, indique la chambre, les anciens et nouveaux marchés africains des hydrocarbures ont la possibilité de consolider davantage la position du continent en tant que frontière pétrolière et gazière mondiale la plus attractive en 2019. Toutefois, poursuit l'institution, la nouvelle année apporte également de nouvelles dynamiques et de nouveaux défis qui influenceront l'avenir du secteur, des élections présidentielles aux développements de méga-projets, dans un contexte d'intensification de la concurrence internationale. « Les indépendants ouvrent la voie en explorant et en ouvrant de nouvelles frontières à travers l'Afrique. Cette année sera déterminante pour l'avancement de nouveaux projets d'exploration et de production en Afrique de l'ouest et de l'est », explique la chambre.



Vue d'une exploitation pétrolière

Selon elle, les appels d'offres en cours sur les principaux marchés des hydrocarbures africains existants et nouveaux indiqueront si le continent confirmera davantage sa position de nouveau point chaud de l'exploration mondiale et parviendra à attirer les investissements nécessaires dans ses zones pétrolières et gazières. Parmi les producteurs africains bien établis, poursuit-elle, le Gabon et le Congo, membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), ont chacun des appels d'offres

en cours. « La douzième série de licences du Gabon en eaux peu profondes et profondes devrait s'achever en avril 2019 et la phase II des licences du Congo-Brazzaville en juin 2019. Les deux pays ayant du mal à mettre en œuvre leurs nouveaux codes des hydrocarbures, le succès de ces appels d'offres dira si les investisseurs sont convaincus par les réformes développées au cours des deux dernières années », indique-t-on.

### Un dilemme de diplomatie énergétique pour l'Opep en Afrique

L'évolution des relations entre l'Opep, constituée d'une majorité de membres issus de nations africaines depuis l'adhésion de la République du Congo en juin 2018, et le continent nécessitera une ingéniosité diplomatique habile pour cette organisation qui s'efforce sans relâche de gérer la surabondance de l'offre mondiale, relève la Chambre africaine de l'énergie. D'un côté, les principaux producteurs africains

et membres de l'Opep (Algérie, Libye, Nigeria, Angola et Congo) s'efforcent d'accroître leur production nationale, ce qui rend de plus en plus difficile l'organisation à négocier ses coupes de production; de l'autre côté, poursuit-elle, le continent abrite également une multitude de producteurs de pétrole en devenir, comme le Sénégal, le Kenya ou l'Ouganda, ou d'anciens producteurs faisant un retour comme le Sud Soudan, dont certains font partie de la Déclaration de coopération de l'Opep et dont la production future ajoute une autre couche de complexité dans la formulation de la stratégie globale de gestion des prix du pétrole de l'Opep. « L'augmentation de la production africaine des pays membres et non-membres de l'Opep ne fait que compliquer les capacités de manœuvre de l'organisation et alourdir son dilemme de créer un environnement des prix stable et propice aux investissements tout en évitant une aggravation de la surabondance d'approvisionnement qui ferait baisser davantage les prix », précise la Chambre africaine de l'énergie.

Patrick Ndungidi

## VOTRE NOUVELLE AGENCE BGFIBank DE L'AÉROPORT A. A. NETO À VOTRE SERVICE

Pour mieux vous servir, BGFIBank se rapproche encore de vous avec des services bancaires adaptés à vos besoins :

- Crédit
- Epargne / Placement
- Cartes bancaires nationales et internationales
- Produit Banque à Distance / Banque Digitale
- Transfert d'argent



Ecoute - Qualité - Client

Tél.: 81 88

Email : eqccongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com



**BGFIBank**  
Votre partenaire pour l'avenir



## CENTRAFRIQUE

## La France salue les négociations du dialogue national en cours

**Paris s'est félicité, le 23 janvier, de l'ouverture des pourparlers entre groupes armés et gouvernement centrafricain à Khartoum (Soudan) sous l'égide de l'Union africaine, espérant la « signature rapide d'un accord de paix ».**

« Nous appelons toutes les parties à s'y rendre dans un esprit de paix et de consensus et à tenir compte de l'exigence de justice, d'inclusivité et de réconciliation, telle qu'exprimée par les Centrafricains dans le cadre du Forum de Bangui de mai 2015 », a relevé un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Et d'ajouter : « Nous souhaitons que ces négociations soient un pas décisif vers la signature rapide d'un accord de paix, qui garantira l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République centrafricaine ».

Cet accord doit aussi permettre « la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire et assurer le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants des groupes armés », a souligné le Quai d'Orsay, qui avait vivement critiqué un processus parallèle lancé par Moscou, dénonçant des « initiatives opportunistes » en République centrafricaine et des « ambitions voilées » sur le continent africain.

La France, qui avait vivement critiqué un processus parallèle lancé par Moscou, a plusieurs fois martelé que le dialogue devait se faire sous l'égide de l'Union africaine et non de la Russie.

Pour rappel, depuis 2013, pas moins de sept accords de paix ont été signés en cinq ans, sans qu'aucun n'aboutisse au retour à la stabilité.

**Josiane Mambou Loukoula**

## TOURISME

## L'activité en hausse de 7% en Afrique l'an dernier

**L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a, dans un rapport 2018, publié le 23 janvier, spécifié les données et les perspectives du secteur au niveau mondial.**

Le document d'expertise indique qu'au plan mondial, comparativement à l'année 2017, le continent africain a enregistré en 2018 une hausse de 7%, représentant le taux des touristes, soit soixante-sept millions d'arrivées de touristes sur le continent. « C'est le continent qui a connu la plus grande progression au monde derrière le Moyen-Orient. Ainsi, pour les prochaines années, l'OMT s'attend à ce que cette dynamique se consolide en raison de perspectives favorables », a précisé dans le rapport, le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili. En effet, selon l'OMT, ce taux est reparti en fonction des régions. Le Moyen-Orient et l'Afrique ont connu une progression supérieure à la moyenne mondiale qui est de 6% pour un total des arrivées de touristes internationaux estimé à un milliard en 2018. Ce qui représente le deuxième taux de croissance le plus fort depuis 2010.

### Un secteur moteur de la croissance économique

Pour l'OMT, la croissance du tourisme observée ces dernières années confirme que le secteur touristique est aujourd'hui l'un des moteurs les plus puissants de la croissance économique et du développement. Pour ce faire, il incombe à tous de gérer cette croissance sur un mode durable et de la convertir en retombées concrètes pour tous les pays, en particulier la population locale. Plus précisément, en créant des emplois et des possibilités d'entrepreneuriat.

Par ailleurs, à en croire le baromètre du tourisme mondial de l'OMT, l'étude prospective à long terme, publiée en 2010, prévoyait que l'on ne pourrait atteindre le niveau d'un milliard d'arrivées de touristes internatio-

naux qu'en 2020. Mais, la croissance s'est accélérée ces dernières années, notamment sous l'effet d'une plus forte expansion économique, de tarifs aériens plus abordables, des changements technologiques, des nouveaux modèles d'activité économique et des progrès en matière de facilitation de la délivrance des visas à travers le monde.

**Une croissance de 3% à 4% pour l'an prochain.** D'après les tendances actuelles constatées par l'organisation, les perspectives économiques et l'indice de confiance de l'OMT font ressortir des projections d'une croissance des arrivées internationales comprise entre 3% et 4% l'an prochain, soit à un niveau plus conforme aux tendances historiques de croissance. « De façon générale, la stabilité des prix du carburant rend les tarifs de transport aérien plus abordables et dans le même temps, la connectivité aérienne ne cesse de s'améliorer dans de nombreuses destinations, permettant ainsi de diversifier les marchés émetteurs », poursuit le responsable de l'OMT avant de signifier que les tendances font apparaître aussi des volumes importants de tourisme émetteur en provenance des marchés émergents, en particulier de l'Inde et de la Fédération de Russie, mais aussi de marchés émetteurs plus modestes d'Asie et de pays arabes.

Pour cette organisation, malgré des facteurs pouvant inciter les investisseurs et les voyageurs à adopter une attitude attentiste, l'année 2019 devrait confirmer certaines tendances que l'on voit apparaître chez les consommateurs en quête de voyages.

« La numérisation, les nouveaux modèles d'activité économique, le coût plus abordable des voyages et les changements sociétaux devraient continuer à modeler notre secteur », a conclu Zurab Pololikashvili.

**Rock Ngassakys**

## La vile de Bambari sous contrôle onusien

La mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca) a pris le contrôle de la ville stratégique du centre du pays, après de violents affrontements mi-janvier entre un groupe armé et les Casques bleus.

« Aujourd'hui, nous contrôlons la situation à Bambari », a annoncé, le 23 janvier en conférence de presse, le général Seigle, chef d'état-major de la Minusca. « Les boutiques ont commencé à rouvrir », a abondé Bara Dieng, chef de la Minusca à Bambari.

Le 10 janvier, des combattants du groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC, un groupe armé issu de l'ex-rébellion musulmane Séléka) ont attaqué à Bambari des militaires de l'armée et des Casques bleus en amont d'une cérémonie officielle à laquelle devait assister le président Faustin-Archange Touadéra. Celle-ci a été annulée.

Après cette attaque, une riposte onusienne a été lancée pour « chasser ou neutraliser tous les groupes armés à Bambari ».

De violents combats ont eu lieu en ville, où ont été déployées notamment des forces spéciales portugaises, le contingent d'élite de la mission. Deux Mirage 2000 français ont de même été mobilisés pour effectuer

une « démonstration de force » - un passage à très basse altitude - au-dessus de Bambari.

Au moins six personnes ont été tuées et plus de trente autres blessées depuis le 10 janvier, selon l'ONU. Plusieurs cadres de l'UPC ont été blessés dans les combats. « La collecte de taxes (par l'UPC), les salles de détention et les bases (de) ces groupes armés sont des symboles qui ont été détruits », s'est félicité Bara Dieng.

En 2017, la Minusca était déjà intervenue à Bambari pour en déloger l'UPC qui en avait fait sa base. Depuis, l'ONU avait fait de la ville une vitrine de son intervention en Centrafrique, arguant que la ville était « sans arme ni groupe armé ».

L'UPC et des milices antibalaka (antimachette, groupe d'autodéfense prétendant défendre les chrétiens contre les groupes armés à dominante musulmane) étaient néanmoins toujours présentes en ville ou dans ses faubourgs.

En Centrafrique, l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire national. Les groupes armés s'affrontent dans les provinces pour le contrôle des ressources comme le diamant, l'or et le bétail.

**J.M.L.**

## Un chef anti-balaka transféré à la CPI

**Patrice-Edouard Ngaïssona, le leader de la faction de la milice à majorité chrétienne, arrêté en France, il y a un peu plus d'un mois, a été extradé le 23 janvier à la juridiction de la Haye, aux Pays-Bas, où il sera jugé pour crimes contre l'humanité et de crimes de guerre présumés qui auraient été commis en République centrafricaine (RCA).**

C'est après avoir épuisé toutes les voies de recours devant la justice française que l'ancien ministre centrafricain des Sports a été livré à la Cour pénale internationale (CPI).

Son transfert a été fait par les autorités françaises en application d'un mandat d'arrêt du tribunal délivré pour les faits qui lui sont reprochés. Il fait suite à l'accomplissement des procédures nationales nécessaires en France, où Patrice-Edouard Ngaïssona avait été arrêté, le 12 décembre 2018.

Le greffier de la CPI, Peter Lewis, a remercié les autorités françaises et néerlandaises pour leur coopération dans l'arrestation et le transfert de ce présumé coupable centrafricain. La Cour avait émis, le 7 décembre dernier, un mandat d'arrêt à l'encontre de l'ancien patron du football de la RCA, plus précisément pour crimes contre l'humanité, y compris des meurtres et tentatives de meurtre, des actes de torture, de persécution, de disparition forcée ou encore de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile, des missions d'aide humanitaire ou des bâtiments religieux. Ces crimes auraient été prétendument commis dans différents endroits en RCA, entre septembre 2013 et décembre 2014, selon la CPI.

D'après une source proche du dossier, la date de la première comparution de Patrice-Edouard Ngaïssona devant la Chambre préliminaire II de la CPI sera annoncée pro-

chainement. Au cours de l'audience, cette chambre vérifiera l'identité du suspect et la langue dans laquelle il pourra suivre les procédures. Il sera informé des charges portées à son égard.

En attendant de connaître la suite de la procédure, Patrice-Edouard Ngaïssona, ministre de la Jeunesse et des sports sous François Bozizé, président de la RCA de 2003 à 2013, a confié à la presse qu'il niait toute implication dans les violences dans son pays. Il avait été élu en février 2018 au comité exécutif de la Confédération africaine de football, malgré les objections de mouvements de défense des droits humains. Avec son transfert à la CPI, Patrice-Edouard Ngaïssona a rejoint dans les cachots un autre chef anti-balaka, Alfred Yekatom - dit Rambo - arrêté quelques semaines seulement plus tôt. Des extraditions que les anti-balaka et tous leurs soutiens dénoncent, taxant la CPI d'en faire un poids deux mesures. C'est pour cela que les responsables de ce mouvement qui font partie prenante du dialogue intercentrafricain ouvert le 24 janvier à Khartoum, au Soudan, avaient menacé de boycotter ce processus.

Le responsable Afrique de la Fédération internationale des droits de l'homme, Florent Geel, a d'ores et déjà assuré que la CPI travaillait également sur les cas d'ex-Seleka responsables présumés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité en Centrafrique.

« Un certain nombre des acteurs anti-balaka trouvent qu'il peut y avoir une justice à deux vitesses ou en tout cas qu'ils sont pour l'instant les seuls ciblés. Ce qui pour l'instant est vrai mais, ce n'est pas un secret, la procureure de la CPI l'a dit elle-même : son bureau travaille sur la culpabilité d'un certain nombre de chefs et de responsables des Selekas », a-t-il confié.

**Nestor N'Gampoula**





# GRAND SOLDE

## CAMYLEK BOUTIQUE

HABILLEUR DE QUALITE



**CLE USB**

4GB : 2.500 frs  
8GB : 3.000 frs  
16GB : 3.500 frs  
32GB : 4.000 frs

**CARTE MEMOIRE SD CLASS 10**

4GB : 3.500 frs  
8GB : 4.000 frs  
16GB : 5.000 frs  
32GB : 8.000 frs  
64GB : 18.000 frs

**CARTE MEMOIRE TELEPHONE**

4GB : 2.250 frs  
8GB : 2.500 frs  
16GB : 3.000 frs  
32GB : 4.000 frs

**BRAZZAVILLE :**  
 Adresse : 223 Avenue des Trois Martyrs  
 Téléphone : 01406 94 20 / 05 562 63 76 / 06 626 78 07

EN FACE DE LA SALLE DE MARIAGE  
DE LA COMMUNE DE Ouenze

Camylek Camylek  
camylekboutique1@gmail.com

### CONVOCATION DES ACTIONNAIRES DE WILLIS TOWERS WATSON CONGO SA A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE DU 11 FÉVRIER 2019

Les Actionnaires de WILLIS TOWERS WATSON CONGO SA avec Conseil d'Administration au capital social de 26.000.000FCFA sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le 11 février 2019, à 11 heures au siège social sis au, 118 Avenue Fayette TCHITEMBO, Centre-ville, B.P. 1901, Pointe-Noire, République du Congo, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture et présentation du rapport du conseil d'administration ;
- Démission d'un (1) Administrateur ;
- Nomination de monsieur N'Gnineman COULIBALY en qualité de nouvel administrateur en vue de compléter l'effectif du Conseil d'administration ;
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Tout actionnaire aura droit d'assister à la réunion ou pourra s'y faire représenter par un mandataire.

Les pouvoirs, en vue de la représentation à l'Assemblée, devront être déposés ou transmis au siège social avant la date de tenue de ladite Assemblée Générale Ordinaire.

L'ensemble des documents prévus par la loi, sera tenu à la disposition des actionnaires au siège social pendant les quinze (15) jours qui précéderont la réunion.

**Pour avis,  
Le Président du Conseil d'Administration.**

### NÉCROLOGIE

Sylvia Addhas, agent des Dépêches de Brazzaville, et les enfants Etombe ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur beau-père et père, François Delphin Etombe alias De finance, le samedi 19 janvier 2019 à l'hôpital de Base de Talangai. La veillée mortuaire se tient à son domicile sis au n° 58 de la rue Ntsampoko, à Talangai, vers l'avenue Jean-Dominique-Okemba. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Paternelle Kiakouama, agent des Dépêches de Brazzaville, Mathias Boutoufouilamio, Luc Faustin Avalamo, Mme Boutoufouilamio née Samba Nicole, Olga Samba et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du décès de leur mère, belle mère et soeur Julienne Nsona, le 17 janvier 2019 à l'hôpital de Makélékélé. La veillée mortuaire se tient au n°34 de l'avenue Matsoua. Programme des obsèques : Mercredi 30 janvier : 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville. 14h00 : départ pour le village Mbanza Nkaka (Boko-Pool).



Les familles Lepouba et Mas-samba, les enfants Legneris informent parents, amis et connaissances du décès de leur sœur, nièce et enfant, Diane Landry Lepouba, le mardi 15 janvier au CHU de Brazzaville, des suites d'une courte maladie. Le deuil se tient au domicile familial sis au n° 12 de la rue Konda (Intendance). Le programme de la mise en terre sera communiqué ultérieurement.



### AVIS DE LOCATION IMMOBILIERE

Bénéficiez d'un service de luxe et de la visibilité que vous méritez ! Louez vos appartements meublés, vos bureaux et vos espaces commerciaux, au Mikhael's Hotel & Residence, sis 67 avenue Nelson-Mandela, centre-ville. Pour tous renseignements, prière de contacter les numéros ci-après : 06 677 15 06 / 06 466 66 21



## Brèves

### Sénégal

Les sections « jeunesse » de l'Union des jeunes travailleurs libéraux et du Parti démocratique sénégalais, deux coalitions de l'opposition sénégalaise, ont lancé un appel à manifester ce vendredi à Dakar, alors que la tension monte à un mois de l'élection présidentielle dont ont été écartés les deux principaux opposants (Karim Wade et Khalifa Sall) au président sortant Macky Sall, candidat à sa réélection. Ces jeunes sont soutenus par les sections « jeunesse » du Front de résistance nationale, une plateforme de l'opposition, et du C25, qui réunit la plupart des personnalités de l'opposition qui avaient introduit un dossier de candidature. S'ils tardent à concrétiser leur plan d'action, les responsables du C25 ont néanmoins déclaré que « la confrontation est notre ultime recours » et lancé un « appel à la mobilisation de tous les segments de la population... ».

### Kenya

Le pays a entamé des discussions avec des banques internationales pour charger certaines d'entre elles de piloter l'émission d'un eurobond de 2,5 milliards de dollars qui servira à financer le déficit budgétaire de l'exercice 2018-2019. Dans le budget de l'Etat pour l'exercice 2018-2019, qui a débuté en juillet dernier, le ministre kényan des Finances, Henry Rotich, avait fixé un objectif d'emprunts extérieurs de 287 milliards de shillings (2,83 milliards de dollars) afin de couvrir partiellement le déficit budgétaire. En octobre dernier, le Fonds monétaire international avait annoncé que le risque de défaut de remboursement de la dette du Kenya était passé de faible à modéré. D'après les estimations de l'institution, la dette publique totale de ce pays devrait culminer à 63,2 % du produit intérieur brut à la fin de l'exercice en cours, contre 58 %, une année auparavant.

### Niger

Le gouvernement nigérien a annoncé, en marge d'un forum sur les enjeux et défis du secteur des industries extractives à Niamey, sa décision de revenir dans le processus de l'initiative pour la transparence sur les industries extractives (ITIE) duquel il s'est retiré il y a plus d'un an. Le pays espère que le processus de retour se fera avant la conférence internationale de l'ITIE prévue en juin à Paris. Le Niger, grand producteur d'uranium, mais également producteur d'or et de pétrole, a adhéré à cette initiative en 2007. Les autorités, mécontentes d'une décision de suspension prononcée à l'encontre du pays par le conseil d'administration de l'ITIE, décident de se retirer de ce processus de normalisation visant à assurer une meilleure transparence dans la gouvernance des industries extractives.

### Nigeria

Le gouvernement nigérien a accordé une augmentation de 50% du salaire minimum, après des mois de bras de fer avec les syndicats de travailleurs et de menaces de grèves. Le salaire minimum dans le pays le plus peuplé d'Afrique est actuellement de dix-huit mille nairas (un peu moins de quarante-quatre euros) par mois pour les salariés du public comme du privé. Le conseil national des Etats a approuvé la somme de vingt-sept mille (nairas) mensuels au lieu de trente mille nairas contenus dans un accord rejeté par les gouverneurs des Etats, le qualifiant d'« impraticable ». Malgré les allocations mensuelles du gouvernement fédéral, de nombreux Etats n'ont pas payé leurs fonctionnaires depuis des mois, blâmant le ralentissement économique qui a plombé le géant ouest-africain depuis 2016.

### Afrique du Sud

Le programme gouvernemental de subventions accordées à l'enseignement supérieur pourrait nuire à l'économie nationale, a indiqué la Banque mondiale. D'après l'institution de Bretton Woods, le nouveau plan visant à porter les investissements dans l'enseignement, à environ 2,5% du produit intérieur brut, d'ici à 2022, n'est pas viable. Ainsi, les douze milliards de dollars d'investissements prévus dans le secteur pourraient exercer des pressions « inutiles » et le coût élevé du programme rendrait probablement « hors d'atteinte », l'objectif de doubler les inscriptions à l'université d'ici à 2030. En décembre 2017, en pleine crise économique, l'ancien président sud-africain, Jacob Zuma, avait annoncé la suppression des frais de scolarité pour les étudiants des foyers dont le revenu annuel combiné est inférieur ou égal à trois cent cinquante mille rands.

### Cap vert

Le pays va lancer un nouveau fonds souverain de plus de cent millions de dollars. Principalement destinée aux entreprises capverdiennes, la nouvelle structure financière devrait leur permettre d'améliorer leur accès au financement auprès des banques commerciales, parfois réticentes à réaliser ce genre d'opérations. Avec un budget 2019 adopté pour un montant total de 731,7 millions de dollars (le plus haut budget de l'Etat à ce jour), le Cap-Vert envisage d'augmenter et de diversifier ses investissements dans plusieurs secteurs afin de booster l'économie nationale. Notons que pour 2019, le Fonds monétaire international table sur une croissance à 4,3% pour le pays.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

## MALI

# La France veut proposer de nouvelles sanctions contre les chefs de groupes armés

**Paris a menacé de faire pression pour que des sanctions plus ciblées soient imposées dans le pays après avoir entendu un rapport officiel de l'ONU sur l'aggravation de la violence dans cet Etat d'Afrique de l'ouest, a-t-on appris.**

En décembre dernier, le Conseil de sécurité a mis trois personnes liées à des groupes armés sur une liste noire des sanctions de l'ONU, les premiers ressortissants maliens frappés par une interdiction de voyager et un gel des avoirs. L'accord de paix n'a pas réussi à mettre un terme à la violence des militants islamistes, qui ont également organisé des attaques au Burkina Faso, au Niger et contre les forces de maintien de la paix de l'ONU.

L'ambassadeur de France à l'ONU, François Delattre, a déclaré que son pays était « prêt à proposer l'adoption de nouvelles désignations (de sanctions) le moment venu si les attentes de ce conseil ne sont pas satisfaites ». Les États-Unis ont averti qu'ils feront pression pour que la mission de maintien de la paix au Mali soit modifiée, voire par un retrait important s'il n'y avait pas de

progrès. Bintou Keita, responsable du maintien de la paix de l'ONU, a déclaré que la situation en matière de sécurité dans le centre du Mali s'était aggravée avec une flambée de violence inter communautaire, alimentée par des groupes extrémistes. Une attaque contre la communauté peule, le 1er janvier, a fait trente-sept morts à Mopti. L'aggravation de la violence a entraîné « une augmentation spectaculaire de 75% du nombre de personnes déplacées en décembre 2018 par rapport à juin 2018 », a déclaré Bintou Keita.

Pour l'ambassadeur de Russie, Vassily Nebenzia, de nouvelles sanctions ne contribueraient « guère » au renforcement du processus de paix. Plus de treize mille soldats de la paix sont déployés au Mali dans le cadre d'une mission des Nations unies créée après la prise du nord du pays par des milices islamistes en 2012. Le Conseil de sécurité prévoit une visite éventuelle au Mali en mars pour faire le point sur les échecs dans la mise en œuvre de l'accord de paix et envisager les prochaines étapes.

Noël N'dong



Nous cherchons un PLANIFICATEUR PROJET OU PLANIFICATRICE PROJET (Construction),

Il ou elle sera en charge des activités liées à la planification et suivi du projet :

- Développer et maintenir le planning projet (Planning général, planning suivi mensuel, planning hebdomadaire)
- Identifier et gérer les problématiques d'interface entre les différents acteurs des projets
- Réaliser des simulations pour les changements et opportunités délais
- Etablir et coordonner les états d'avancement, rapports et mise en place de plan de mitigations afin de maintenir les objectifs projet,
- Ressourcer les plannings et mettre en évidence les risques et co-activités
- Communiquer le planning à l'équipe
- Préparer les rapports d'avancement pour le management de projet

Profil recherché

- Vous avez une expérience précédente en planification de projet (Minimum 5 ans)
- Vous développez des plannings de détails et organisez le suivi de l'avancement
- Vous maîtrisez les outils de planification **MS-Project** (Primavera serait un plus)
- Vous êtes un bon communicant, avez des capacités d'analyse et un esprit de synthèse
- Vous avez de bonnes connaissances en méthodes de construction
- Vous avez un niveau de français courant.

Compétences

MS-Project (Primavera) , Excel, Word, Construction, Gestion de Projet

Prise de poste, début janvier-2019

SGE-C CONGO  
Siège social : 120/121, Boulevard Lyautey  
B.P.212 Brazzaville (Congo)  
Tél. :00(242) 22 281 01 56 / 00(242) 05 621 01 75  
Internet : www.sogea-satom.com  
Société Anonyme au capital de 50 000 000 F.CFA  
R.C. Brazzaville 07-B-322 - NIU M2005110000216079

ensemble @ VINCI





## CHARGEURS DE BUS

## Une aubaine pour des jeunes désœuvrés mais...

**Devenu un moyen de survie pour des jeunes gens sans emploi, le « métier » prend de plus en plus de l'ampleur dans la ville capitale.**

Depuis quelques années, les arrêts de bus sont gérés par des jeunes gens qui s'occupent du chargement et du balayage moyennant une certaine somme d'argent qui varie selon les chargeurs. « *Ce qui détruit notre travail, c'est cette différence de prix car, quand un bus est taxé plus cher ailleurs, c'est difficile pour lui de payer encore chez nous. C'est la raison pour laquelle nous demandons à la mairie de réunir les chefs de parking pour que nous trouvions un prix fixe. Mais personnellement, je préfère que le chargement et le balayage soient fixés à 100 FCFA, ce qui fera 200 FCFA au total* », a estimé le président du parking du marché Poto-Poto, le troisième arrondissement de Brazzaville.

Ces jeunes servent de relais pour les receveurs (contrôleurs). Ils y passent toute la journée à crier pour faire venir les clients. Une manière pour eux de se rendre utiles

et gagner leur vie, à défaut d'aller commettre des délits comme le vol, le banditisme et autres pour se procurer de l'argent, estiment certains d'entre eux. « *Nous faisons ce travail pour avoir de quoi acheter de la nourriture, des habits et pour être en mesure de nourrir nos familles car, les temps sont durs* », a déclaré le vice-président du parking du marché Poto-poto.

Certains chargeurs de bus travaillent en collaboration avec la mairie et les syndicats des transporteurs qui s'occupent des parkings auprès desquels ils payent les taxes. D'autres, par contre, sont des bénévoles. Cependant, ils sont souvent minimisés par les chauffeurs et les receveurs qui ne les traitent pas à leur juste valeur. « *Souvent, les receveurs nous refusent de l'argent. Après avoir chargé le bus, ils nous chassent. Ce qui n'est pas bien* », a-t-il poursuivi

Au début, ce phénomène n'existait que dans les grands arrêts de bus comme le marché Total, Mbaka, marché Mougali. Mais de



Des chargeurs et contrôleurs de bus au marché Poto-Poto/Adiac

nos jours, il devient fréquent même dans les petits arrêts. Chemin faisant, c'est devenu une affaire bien organisée à la tête de laquelle il y a un bureau constitué d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire général ainsi que d'autres membres. « *Quand le pays va bien, le travail aussi porte ses fruits. Nous demandons juste aux autorités compé-*

*tentes de nous aider et de nous accompagner dans ce que nous faisons* », a conclu le vice-président.

Outre le volet organisationnel et les avantages que cela peut générer, ce phénomène constitue un véritable manque à gagner pour les autorités municipales. En effet, la destination des sommes collectées à longueur de journée reste

inconnue. En plus, ce phénomène est aussi à l'origine de l'insécurité dans certains arrêts et quartiers où de véritables bandits de grand chemin s'illustrent avec l'appui de certains commissaires de police. Ils n'hésitent pas à menacer contrôleurs de bus et usagers auxquels ils imposent des itinéraires.

**Parfait Wilfried Douniama et Rieltony Louboko (stagiaire)**

# ADIAC TV

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ [info@adiac.tv](mailto:info@adiac.tv)

📍 04 Boulevard Denis Sassou-Nguesso - Brazzaville  
Téléphone : 00243 22 22 22 22

www.adiac.tv





## CONGO/BANQUE MONDIALE

## Plus de 264 milliards FCFA mobilisés pour des projets majeurs

L'institution de Bretton Woods vient de renouveler son engagement de poursuivre le financement d'au moins onze projets, dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de l'agriculture, de la statistique...

« Nous avons mobilisé environ 458 millions de dollars, soit 264 milliards 305,7 millions francs CFA pour ces projets qui s'étendent sur plusieurs secteurs publics et sur le secteur privé. En plus des projets financés par la Banque mondiale, nous avons un appui budgétaire pour lequel nous sommes en négociation avec le Congo », a indiqué la représentante résidente de la Banque mondiale (BM) au Congo, Korotoumou Ouattara.

Elle a évoqué le sujet de coopération à l'issue d'un tête-à-tête,

le 23 janvier à Brazzaville, avec le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo. À l'occasion, Korotoumou Ouattara a informé le ministre sur l'état d'avancement du dossier du Congo au niveau des instances dirigeantes de la BM. « Parallèlement au Fonds monétaire international, la Banque mondiale mène des discussions sur la matrice des réformes qui sous-tendent l'appui budgétaire », a assuré la représentante.

Parmi les initiatives que cofinance la BM, le Projet de développement des services de santé (PDDS), qui est dans le deuxième volet de sa mise en œuvre. Le PDDS II a activement participé à l'amélioration, entre autres, de la qualité des services de soins dans le pays même si des difficultés subsistent. En dehors de l'amélioration du sec-

teur sanitaire, ce projet a donné un coup de pouce à la gouvernance et aux performances de l'administration publique.

Lancé officiellement en juillet 2018, le Projet d'appui à l'agriculture commerciale (Pdac) figure aussi parmi les projets de coopération entre le Congo et le groupe de la BM. Le Pdac est financé à hauteur de cent millions de dollars, soit environ cinquante-cinq milliards de francs CFA, avec comme ambition d'accroître la productivité du Congo, de faciliter l'accès aux marchés des groupes de producteurs et des micros, petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

Afin de renforcer le système statistique congolais et de mettre en place des capacités statistiques durables, dans l'approche de la gestion axée sur



Korotoumou Ouattara et Calixte Nganongo face à la presse

les résultats, le gouvernement congolais et la BM ont mis en place le Projet de renforcement des capacités en statistiques (Pstat). En exécution depuis 2015, ce projet tente, tant soit peu, de redorer l'image du secteur et surtout de rapprocher

les utilisateurs des producteurs des données statistiques. Le Pstat est cofinancé par les deux partenaires à hauteur de trente-trois millions de dollars, soit seize milliards cinq cents millions de francs CFA.

Fiacre Kombo

## DEVOIR DE MÉMOIRE

## Une délégation afro-américaine en séjour au Congo pour identifier la véritable origine des familles

Conduite par Ada Anagho Brown, présidente de Roots To Glory Tours, qui avait à ses côtés Simb Nathan, partenaire Motherland facilitation et Michael Mfoundou, la mission a été reçue au mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza par la directrice générale de cette institution culturelle, Bélinda Ayessa, le 24 janvier.



Ada Anagho Brown échangeant avec Bélinda Ayessa

Après quatre cents ans que le premier africain a foulé le sol américain, une délégation afro-américaine séjourne à Brazzaville pour identifier la véritable origine des familles. Car le Congo, précisent les membres de cette délégation, est le plus grand bassin qui a alimenté les États-Unis d'Amérique, l'Amérique du sud et les Antilles anglaise et française.

« Cette année, il y a quatre cents ans que le premier esclave africain a foulé le sol américain. Le Kongo est la source car, c'est ici qu'est parti le premier Africain. Le fondement de l'Afrique est là », a précisé Ada Anagho Brown, présidente de Roots To Glory Tours. Poursuivant ses propos, Ada Anagho Brown a indiqué que les statistiques montrent que l'Afrique centrale est le plus grand réservoir d'esclaves, notamment le Congo ainsi que l'Angola. Le travail qu'elle fait, a-t-elle dit, c'est de montrer aux Américains noirs où est leur source. Ce même travail a été fait au Cameroun.

Ada Anagho Brown a apprécié ses échanges avec la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza. « Mes échanges avec la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza étaient justes et formidables, profonds et particulièrement intéressants.

Nous avons besoin de restituer l'histoire de notre peuple et de construire la reconnexion qui est en cours entre l'Afrique (Congo) et la diaspora. Le Congo, en tant que point focal de transit de la traite négrière, a été sous-évalué. Il est nécessaire de venir là-dessus et de dire que c'est du Congo qu'on est parti. La vérité est au-dessus de tout et que c'est elle qui nous permettra d'identifier la véritable origine des familles. Le Congo est le plus grand bassin qui a alimenté les États-Unis d'Amérique, l'Amérique du sud et les Antilles anglaise et française », a-t-elle affirmé.

Même son de cloche pour Simb Nathan, partenaire Motherland facilitation. Pour lui, avec les tests ADN, tout est facile. « Le Congo est de beaucoup dans la diaspora afro-américaine. Il présente dix à vingt fois plus de volume par rapport aux autres, avec Loubangui-Chaillu. Comme l'ADN c'est le sang, ça ne bouge pas, ça ne change pas. L'ADN ne trompe pas. Je veux qu'on ouvre la porte du Congo pour qu'on sache que celui-là vient de ce pays, c'est très important. Si on ouvre la porte pour le Congo, ça va devenir très bien », a-t-il laissé entendre.

Bruno Okokana

## CENTRAFRIQUE

## Pouvoir et groupes armés en pourparlers de paix à Khartoum

Des négociations de paix entre les autorités de Bangui et les quatorze groupes armés opérant sur le territoire centrafricain ont débuté, le 24 janvier, dans la capitale soudanaise, a annoncé la mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca).

« Début aujourd'hui des pourparlers inter-centrafricains à Khartoum pour une sortie de crise », a indiqué la Minusca.

Ce dialogue, préparé depuis 2017 par l'Union africaine (UA) et soutenu par les principaux partenaires de Bangui, doit rassembler autour de la table de négociations les principaux chefs de groupes armés et une importante délégation gouvernementale.

C'est la première fois que ces chefs de groupes armés dialogueront eux-mêmes avec des émissaires de haut-rang des autorités centrafricaines, le directeur de cabinet du président Faustin-Archange Touadera et des ministres.

Ces négociations, dont le but est d'aboutir à un accord et à la mise en place d'un comité de suivi, devraient durer « deux à trois semaines », selon les autorités soudanaises.

Elles se tiennent alors que la majorité du territoire est sous le contrôle des groupes armés qui combattent entre eux et contre l'ONU pour accaparer les ressources -uranium, or, bétail.

Sept accords de paix ont déjà été signés depuis le début de la crise centrafricaine, fin 2012, sans qu'aucun n'arrive à ramener la stabilité dans ce pays d'Afrique centrale de 4,5 millions d'habitants.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, des combattants d'un des principaux groupes armés, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC, issue de l'ex-rébellion musulmane Séléka), ont attaqué une position de la Minusca à Bambari (centre), selon une source onusienne.

Cette ville stratégique a été le théâtre de combats entre l'UPC et l'ONU mi-janvier, qui ont fait au moins six morts et une trentaine de blessés. L'ONU avait indiqué mercredi que Bambari était « sous contrôle ».

Le chef de l'UPC, Ali Darassa, a annoncé qu'il ne participerait pas au dialogue. Des tractations sont en cours pour le convaincre de changer d'avis, selon des sources concordantes.

Le 23 janvier, l'ancien président centrafricain, François Bozizé, renversé en 2013 par la Séléka et exilé en Ouganda, s'est offusqué, dans une lettre ouverte, d'être « tenu, une fois de plus à l'écart d'une réunion si décisive ».

Impliqué dans deux tentatives de coup d'Etat ratées et un troisième réussi en 2003 avec l'appui du Tchad, François Bozizé est sous le coup de sanctions internationales. Il est fortement soupçonné d'avoir instrumentalisé, après avoir été renversé, les milices antibalaka (antimachettes, groupes prétendant défendre les chrétiens) qui ont mené une violente chasse aux musulmans dans Bangui et le reste du pays.

Les groupes armés nés de cette crise sévissent toujours en Centrafrique, pays classé parmi les plus pauvres du monde où un quart de la population a dû fuir son domicile.

Nestor N'Gampoula et AFP



Dans le cadre du déploiement de nouvelles activités sur le territoire de la République du Congo, la Générale Entreprise et Commerce (GEC) recherche les profils suivants :

**MINIMUM REQUIS:** aisance relationnelle, savoir lire, écrire et compter, connaissance de l'outil informatique

**QUALITES APPRECEIEES:** Rigueur, Disponibilité, Autonomie, Honnêteté, Organisation, Consciencieux, Respectueux, Courtois, connaissance adaptées au poste visé, mobilité complète sur toute l'étendue du territoire

Certains postes nécessitent des déplacements et/ou du travail en 3x8 pour offrir un service 24h/24, 7j/7

Les postes sont à pourvoir sur plusieurs sites d'exploitation entre Brazzaville et Pointe-Noire

Références	Poste	Missions principales	Compétences complémentaires
E-2019-001	ASSISTANTE DE DIRECTION, SECRETAIRE	Prise de RDV, rédaction de courriers et de rapports, organisation des agendas, appuis logistique (réservation, démarches administratives, ...), classification des documents	Rigueur, Organisé, Disponibilité, Discretion
E-2019-002	CHAUFFEURS MECANICIENS	Conduite de véhicules, veiller aux bons entretiens des véhicules, emmener le personnel au RDV à l'heure	Permis B avec un an de conduite en continu, sens aigu de la sécurité, disponibilité, ponctualité, courtoisie, discipline, connaissance de base en mécanique, connaissance de la ville et du réseau routier
E-2019-003	RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF	Compilation et ventilation des différents aspects financiers de l'entreprise, établissement des différents éléments comptables (bilan, compte de résultat, balance, ...), établissement des déclarations fiscales et sociales, réalisation des tableaux de suivi financiers et de pilotage, mise en place de budgets et suivi, analyse des indicateurs de performance	Rigueur, autonomie, connaissance des exigences fiscales et normes comptables, sens du management, honnêteté, sens du travail en équipe, discrétion, transparence, connaissance des services et structures administratives
E-2019-004	ASSISTANT RH	Suivi du personnel (compteurs, présence, ...) et du contrat de mise à disposition, faire l'interface avec la société de portage (procédures disciplinaires, embauche), assistance dans la mise en place des différents accords d'entreprise, règlement intérieur, code de conduite, suivi des éléments de paie et de la masse salariale, animation des aspects sociaux de l'entreprise	Connaissance du code du travail, connaissance des principes de paie, connaissance juridique sociale, rigueur, autonomie, transparence, sens des responsabilités
E-2019-005	COMPTABLES	Enregistrement des différentes pièces comptables selon les normes en vigueur, établissement de la balance commercial, sortie des écarts, création des procédures comptables, gestion des paiements et des encaissements	Rigoureux, connaissances des normes comptables, maîtrise des chiffres, sens de l'organisation, sens du travail en équipe
E-2019-006	RESPONSABLE DES MOYENS GENERAUX	Gestion des différents équipements de la société, planification des entretiens périodiques, identification des fournisseurs, gestion des stocks de fournitures, suivi des approvisionnements	Rigueur, sens de l'organisation, permis B, contrôle du matériel, sens de l'optimisation, connaissance du terrain
E-2019-007	ACHETEURS, GESTIONNAIRE DE SUIVI DE CONTRATS	Etablissement des contrats négociés, négociation avec les fournisseurs, suivi du processus d'achat et du dédouanement, réception et recette du matériel, établissements des devis selon les fournisseurs, validation avec les équipes techniques	Honnêteté, rigueur, organisé, sens de la négociation, sens du travail en équipe, connaissance du tissu économique local, discrétion
E-2019-008	RESPONSABLE AUDIT / RECONCILIATION	Consolider toutes les données commerciales, consolider les recettes, surveiller les performances des systèmes commerciaux, réaliser des audit aléatoires, mise en place et suivi d'indicateurs de performance, préparer les tableaux de bord financiers et suivi des indicateurs	Compétences managériales, autonomie, rigueur, bon sens et honnêteté
E-2019-009	OPERATEUR CONTRÔLE ET SERVICE AUX USAGERS	Synthétiser et analyser toutes les données issues du terrain, réconcilier les données des recettes théoriques, comptées et réelles, effectuer des audits sur le terrain (cela inclura par exemple la surveillance vidéo et l'observation d'une zone définie et d'horaires particuliers), alimenter les indicateurs de performance, préparer et rédiger des rapports	Esprit curieux, rigoureux, autonome
E-2019-010	RESPONSABLE TRAFIC	Organise le travail de ses équipes et veille au respect des exigences contractuelles en termes de contrôle des infrastructures, analyse les différentes situations rencontrées et fait appliquer des bonnes pratiques, rédige des procédures et veille à leur application stricte	Compétences managériales, exigence sur la sécurité, esprit d'analyse et capacité d'écoute
E-2019-011	TECHNICIENS / ELECTROMECHANICIEN	Entretien, inspection et remise en état des biens de l'entreprise, intervention sur site pour maintenir l'ensemble du matériel en état de fonctionnement (groupes, climatisations, ...), réalisation d'entretien courant	Excellentes connaissances techniques de différents équipements (groupe, clim, ...), sens du diagnostic, maîtrise des techniques de maintenance préventive, réalisation de rapports d'intervention
E-2019-012	TECHNICIEN IT ET RESEAUX	Maintenance et gestion du réseau interne et du matériel informatique et téléphonique, résolution des problèmes de connexion et d'interconnexion, interface entre les opérateurs télécom et la société, assistance aux utilisateurs sur le logiciel interne, déploiement des solutions IT de l'entreprise et de leur mise à jour	Excellente maîtrise des réseaux informatiques, de maintenance des serveurs, connaissances des protocoles informatiques, gestion des interfaces et des câblages
E-2019-013	RESPONSABLE - SUPERVISEUR DE SITE D'EXPLOITATION	Manager le personnel sous son autorité, évaluer sa performance et son professionnalisme, consolider un ensemble de données (commerciales, financières et indicatifs divers) en rapport avec l'activité quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, maintenir un bon niveau de formation de l'ensemble du personnel et un climat social apaisé, surveiller, contrôler et superviser les opérations de l'ensemble du site, veiller à la fonctionnalité du matériel et à la suffisance des moyens nécessaires, se charger des relations avec les usagers, gérer le travail du personnel et pallier aux imprévus.	Autonomie, disponibilité, rigueur et sens des responsabilités, compétences managériales
E-2019-014	CAISSIERS - OPERATEURS D'EXPLOITATION	Encaisser et percevoir les recettes en fonction des différents produits, assister les clients et les informer, effectuer les remontées d'information en provenance des clients, sortir une synthèse de caisse en fin de service et son bilan de service.	Courtoisie et politesse, rigueur, sens du travail bien fait, respectueux des consignes
E-2019-015	AGENTS DE PREVENTION ET D'INTERVENTION	Veiller au parfait état des infrastructures, intervenir sur des lieux d'incidents et s'assurer de la sécurité des usagers, s'assurer de la disponibilité des différents services	Etre titulaire du permis B et avoir 1 an d'expérience en conduite, avoir des connaissances de base en mécanique, autonomie, fiabilité, discipline, rigueur et sens des responsabilités, exigence comportementale avec sens aigu des aspects liés à la sécurité
E-2019-016	RESPONSABLE TECHNIQUE	Inspection des biens de l'entreprise, établissement de plan de maintenance et de planning d'intervention, gestion des activités diverses de maintenance, effectuer un reporting des activités de maintenance préventive et curative	Excellentes connaissances techniques de différents équipements, maîtrise des techniques de maintenance préventive, organisation et maîtrise du suivi de maintenance, réalisation de rapports, suivi budgétaire, capacité managériale et sens des priorités
E-2019-017	TECHNICIENS D'ENTRETIEN DE SITE	Entretien et inspection de l'ensemble des équipements du site, effectuer diverses réparations, petits entretiens, établir les rapports d'entretien et différents diagnostic	Polyvalence, sens du diagnostic, sens de la sécurité pour les usagers et les employés, réactivité, autonomie

DEBUTANTS ACCEPTES SI MOTIVES ET DISPOSANT D'UN BAGAGE SCOLAIRE SUFFISANT

Certains postes nécessitent des déplacements et/ou du travail en 3x8 pour offrir un service 24h/24, 7j/7

Les postes sont à pourvoir sur plusieurs sites d'exploitation entre Brazzaville et Pointe-Noire

**CANDIDATURE (CV avec photo obligatoire + lettre de motivation) A ENVOYER PAR MAIL UNIQUEMENT - test à pérvoir [recrutement.congo@yahoo.com](mailto:recrutement.congo@yahoo.com)**

Date limite d'envoi de candidature: Samedi 2 février 2019

Adresse dépôt de candidature à Pointe-Noire: GEC - Espace Ndjindji face CFAO Motors



## EDUCATION

## Brazzaville et Dresde favorables aux échanges scolaires

**Le maire de Brazzaville, Christian Roger Okemba, et la délégation allemande conduite par le maire de Dresde, Dirk Hilbert, ont visité, le 22 janvier, le collège d'enseignement général Jacques-Opangault, dans le sixième arrondissement Talangaï.**

La visite s'inscrivait dans le cadre des préparatifs du renouvellement imminent des accords de jumelage entre les écoles de Brazzaville et celles de la ville de Dresde, en Allemagne. La délégation des deux maires s'est rendue d'abord au lycée Chaminade avant d'aller au collège d'enseignement général Jacques-Opangault où elle a été accueillie par plus de deux mille cinq cents élèves ainsi que le personnel enseignant et administratif de cet établissement. « *Le jumelage entre Brazzaville et Dresde permettra aux enseignants d'avoir plus d'espoir* », a indiqué Nicaïse Bongo, directeur du collège d'enseignement général Jacques-Opangault. Il a aussi déploré l'état de délabrement avancé de ce collège.

Sur le plan éducatif et juvénile, le projet d'accord de jumelage en préparation prévoit des échanges entre les universités et étudiants, le jumelage

d'établissements scolaires avec les écoles spécialisées ; des échanges entre les enseignants des écoles supérieures des beaux-arts ; l'organisation des colonies de vacances, des manifestations de jeunes ainsi que des permutations entre les établissements d'intégration pour enfants handicapés.

Sur le plan culturel, artistique et sportif, les deux maires envisagent des projets d'exposition, de vente d'objets d'arts et des échanges entre musées, des manifestations artistiques et culturelles.

Entre 1975 à 1995, les villes de Brazzaville et Dresde avaient, entre autres projets à réaliser dans la capitale congolaise, l'assainissement des eaux pluviales, l'installation d'une menuiserie municipale, l'implantation d'une imprimerie moderne, la construction d'un hôtel touristique et d'un palais de la culture.

Les deux villes ont des écoles et universités de renom. En Allemagne, l'École des beaux-arts de Dresde, fondée en 1764, est l'une des plus anciennes. L'université technique de Dresde ou bien École polytechnique royale de Dresde est une université d'élite allemande. Elle est réputée pour ses écoles d'ingénierie, d'architecture, d'économie, de médecine



Les élèves du CEG Jacques-Opangault en liesse/Adiac

et de psychologie. Depuis le 15 juin 2012, elle fait partie des onze universités allemandes reconnues « universités d'excellence ». Cette université met l'accent sur la coopération avec les autres institutions de recherche renommées de la ville. En tant que plus grand site de microélectronique en Europe, elle possède des atouts en matière de nanotechnologie et de bioinformatique.

Par ailleurs, l'Université Marien-Ngouabi, autrefois Université de Brazzaville, est créée en 1971 à partir des différents établissements de la Fondation de l'enseignement supérieur en Afrique centrale.

Elle fut rebaptisée Université Marien-Ngouabi, le 28 juillet 1977 et comprend la Faculté de sciences et techniques, la Faculté de sciences de la santé,

la Faculté des sciences économiques, la Faculté des lettres et des sciences humaines, l'École normale supérieure, l'Institut supérieur de gestion, l'Institut supérieur d'éducation physique et sportive, l'École nationale supérieure polytechnique, la Faculté de droit ainsi que l'École nationale supérieure d'agronomie et de foresterie.

Fortuné Ibara

**SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°003 / DURQuaP / 2019  
REPUBLIQUE DU CONGO  
PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION  
DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQuaP)**

**EN VUE DU RECRUTEMENT DU RESPONSABLE EN GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE ET COMPTABLE (RAFC) DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES (DURQuaP).**

N° de Prêt: BIRD 8588-CG

N° de référence: CG-DURQuaP-087-SC-CI

**1. Contexte et justification**

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements liés au recrutement du « Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable (RAFC) du Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) ».

**2. Objectifs de la consultation**

Placé (e) sous la supervision du Coordonnateur du Projet à qui il (elle) rend compte, le (la) Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable (RAFC) est responsable de toutes les activités du Projet relatives à l'administration, aux finances et à la comptabilité.

Il (elle) est chargé(e) de :

- Appliquer au niveau de l'UCP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives de la BIRD ;
- Superviser le travail du comptable afin d'assurer la bonne tenue de la comptabilité ;
- Assurer la gestion des immobilisations ;
- Assurer les menus achats nécessaires au fonctionnement courant de l'UCP ;
- Gérer les ressources humaines et financières du projet.

**3. Description des tâches**

Dans le cadre de son mandat, le (la) Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable est chargé (e) de :

**a) Au niveau administratif :**

- Superviser l'élaboration et/ou actualisation du manuel des procédures administratives, financière et comptable du Projet ;
- Assurer la mise en œuvre effective des dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables ;
- Assurer le classement et l'archivage des principaux documents du Projet (Accord de financement, manuel d'exécution du Projet, Lettre de décaissement et dossiers du personnel) ;
- Assurer la paie et la gestion des ressources humaines ;
- Gérer les questions juridiques du projet ;
- Assurer l'élaboration et la tenue à jour de la liste détaillée et chiffrée des acquisitions de biens et de services prévues sur le financement du Projet ;
- Assurer l'élaboration et la tenue à jour des rapports sur l'utilisation et le fonctionnement des équipements mis à la disposition des structures bénéficiaires ;
- Assurer la gestion du patrimoine du Projet.

**b) Au niveau financier :**

- S'assurer de la mise en place d'un système informatique intégré d'information de gestion administrative, financière et comptable. Le système inclura tous les modules nécessaires permettant notamment la préparation des rapports de suivi financier et des demandes de remboursement de fonds ;
- Coordonner les activités de préparation des budgets (budget d'investissement et budget de fonctionnement) ;

• Assurer le suivi de l'exécution budgétaire et rendre régulièrement compte au Coordonnateur du Projet des écarts constatés entre les prévisions et les réalisations budgétaires ;

• S'assurer de façon régulière et continue que les ressources mises à la disposition du Projet sont dépensées pour les fins auxquelles elles ont été affectées ;

• Signer conjointement avec les autres personnes désignées les titres de paiement qui ont été préparés par le comptable ;

• Participer aux commissions d'attribution de marchés et de négociation de contrats ;

• Suivre l'exécution financière des conventions, contrats et/ou protocoles avec les opérateurs et prestataires impliqués dans l'exécution des activités du projet dans le respect des règles contenues dans le manuel des procédures ;

• Préparer et assurer la transmission des DRF ;

• Elaborer et actualiser le tableau de bord et les états financiers conformément aux normes comptables de l'OHADA admises et aux règles de présentation de la Banque Mondiale / BIRD ;

• Préparer les éléments des audits financiers ;

• Produire les Rapports de Suivi Financier du Projet (RSF) suivant les standards et la périodicité requise par BIRD

**c) Au niveau comptable :**

• S'assurer de la bonne tenue de la comptabilité générale, budgétaire et analytique ;

• Préparer l'ordonnement du paiement des factures ;

• Présenter les bilans et comptes annuels ;

• Suivre les immobilisations ;

• Suivre les comptes fournisseurs (avances de démarrage, retenues de garantie, dettes, etc...) ;

• Organiser les missions d'audits comptable et financier ;

• Réaliser les inventaires ;

• Assurer l'effectivité et l'efficacité du contrôle interne de la comptabilité ;

d) Au niveau de la trésorerie, le consultant sera chargé de superviser :

• L'élaboration des plans prévisionnels de trésorerie et suivi de leur réalisation ;

• Le contrôle de la régularité des titres de créance reçus (factures, décomptes, etc.) ;

• La vérification du solde disponible avant la signature du Coordonnateur ;

• Le suivi du respect des délais de paiement ;

• Le contrôle de l'exactitude et de la régularité des mouvements en compte ;

• Le suivi mensuel des DRF pour un approvisionnement régulier du compte désigné ;

• La préparation des mains levées des cautions demandées par les fournisseurs.

**4. Qualifications et profil requis**

Le (la) candidat(e) doit :

• Être titulaire d'un diplôme supérieur (minimum Bac + 5) en économie, gestion financière, contrôle de gestion ou comptabilité d'une université reconnue ;

• Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans un cabinet comptable, un cabinet d'audit, une entreprise, une administration publique ou un

projet, notamment dans les domaines de l'élaboration d'instruments de gestion financière et comptable ;

• Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle en gestion financière ou comptable des Projets financés par les banques multilatérales de développement telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement ;

• Avoir une maîtrise complète des outils informatisés de gestion financière et de systèmes comptables tels que TOMPRO, SUCCESS, SAARI ;

• Avoir une bonne connaissance informatique des logiciels bureautiques (Word, Excel, Power Point, internet Explorer, et autres outils de communication) ;

• Être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler en équipe et dans un milieu multiculturel ;

• Parler et écrire couramment français.

**5. Durée de la mission**

Le (la) candidat(e) retenu(e) sera invité (e) à signer un contrat d'une année renouvelable compte tenu de ses performances et du besoin du Projet.

**6. Dossier de candidature**

Le dossier de candidature doit comprendre :

• Une lettre de motivation ;

• Un CV détaillé à jour mentionnant la date de début et de fin de chaque expérience professionnelle ;

• Copie (s) certifiée (s) du (des) diplôme (s) ;

• Une (des) attestation (s) de travail.

**7. Informations Supplémentaires**

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 06 février 2019 à 13 h 00 (heures locales) et porter expressément la mention « Candidature au poste Responsable en Gestion Administrative, Financière et Comptable (RAFC) du projet DURQuaP ».

Secrétariat DURQuaP

À l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage

Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route

de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729

- Brazzaville - République du Congo.

Tél : 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29

Email : cepdurquapdgt@gmail.com

**Le Coordonnateur du Projet,  
BATOUNGUIDIO. -**



## CONGO-BM

# La deuxième édition de la « Semaine de partage de connaissances » s'ouvre lundi prochain

La représentation du Groupe de l'institution de Bretton Woods en République du Congo organise l'événement du 28 au 31 janvier, à Brazzaville, sur le thème « L'éducation au service du développement du capital humain ».

L'objectif visé est de disséminer une série de rapports analytiques récemment produits par la Banque mondiale (BM). Il s'agit, entre autres, du diagnostic systématique pour le Congo, des rapports de suivi de la situation économique et financière et celui sur le développement dans le monde en 2019. Un autre document analytique portera sur l'évaluation des politiques nationales.

**« La Banque mondiale, dans son rôle de « Knowledge bank » ou « Banque du savoir », produit quantité de rapports analytiques qui constituent le socle de ses opérations de financement et aident les pays en développement à orienter leurs propres investissements. A ce titre, le partage de connaissances est donc un maillon essentiel de son action pour lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir un développement durable »**

Outre ces textes, la rencontre permettra également de poursuivre le dialogue sur les questions de politiques économiques et de réformes avec les autorités nationales ainsi que les autres partenaires.

« La Banque mondiale, dans son rôle de « Knowledge bank » ou « Banque du savoir », produit quantité de rapports analytiques qui constituent le socle de ses opérations de financement et

aident les pays en développement à orienter leurs propres investissements. A ce titre, le partage de connaissances est donc un maillon essentiel de son action pour lutter contre la pauvreté, accroître la

prospérité partagée et promouvoir un développement durable », affirme la représentante résidente de la BM au Congo, Korotoumou Ouattara.

Les activités prévues permettront aux experts de la Banque de partager leurs connaissances aussi bien avec les membres du gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la société civile, le secteur privé, qu'avec la communauté académique. Ces échanges permettront, de même, de recueillir leurs contributions pour enrichir le dialogue et nourrir les stratégies d'actions de la BM en République du Congo.

Lopelle Mboussa Gassia

## SANTÉ

## Le Congo enclenche le processus de réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel

Adopté par l'Assemblée mondiale de la santé en 1981, le code international de commercialisation des substituts du lait maternel vise, entre autres, à encourager et protéger cette politique tout en restreignant ses publicités agressives.

Le gouvernement a organisé, le 23 janvier à Brazzaville, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef, l'atelier d'élaboration du projet de décret réglementant la commercialisation des substituts du lait maternel. En effet, en adoptant cette décision, l'Assemblée mondiale de la santé a recommandé aux gouvernements de prendre des lois nationales réglemen-

tant ce commerce. Selon la conseillère régionale pour la nutrition OMS Afrique, le Dr Adelheid Onyango, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant est reconnue comme étant l'une des interventions préventives les plus efficaces et les moins coûteuses pour une bonne nutrition et permet de réduire de 19% la mortalité infanto-juvénile.

« Cependant, malgré ces bénéfices évidents, il est à constater qu'au Congo, seulement 25% des nouveau-nés sont allaités dans la première heure de vie et 33% des enfants bénéficient d'un allaitement exclusif au cours des six premiers mois de vie. Les services de maternité devant jouer un rôle crucial dans le soutien et la promotion de l'allaitement

sont malheureusement les endroits de propagande mal orientée sur l'alimentation du nourrisson », a-t-elle peint le tableau du Congo.

Le marketing des substituts du lait maternel constitue, a-t-elle rappelé, une des principales barrières à la pratique optimale de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Le recours inadéquat et superflu à ces substituts est, a poursuivi Adelheid Onyango, associé à une augmentation du risque de maladies respiratoires et diarrhéiques, ainsi qu'à une hausse de décès chez les enfants de moins de 5 ans. Ainsi, au regard de ce tableau quelque peu sombre, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'Unicef) et l'OMS se sont engagés aux côtés du

gouvernement du Congo pour la protection, la promotion et le soutien de l'allaitement maternel à travers l'élaboration du code sur les substituts du lait maternel. En effet, l'engagement grandissant en faveur des Objectifs de développement durable offre une nouvelle impulsion pour améliorer les pratiques de l'allaitement maternel.

« Nous croyons qu'il est possible de progresser vers l'atteinte de la cible de 50% de l'allaitement exclusif dans notre pays, le Congo, à travers un certain nombre de mesures dont l'adoption du code et l'établissement de mécanismes de surveillance transparents, indépendants et dégagés de toute influence commerciale. L'Unicef et l'OMS sont à vos côtés pour travailler à cela afin de sauver la vie des enfants congolais en leur donnant un bon départ car, l'allaitement précoce et exclusif est un droit pour chaque enfant qui naît dans ce pays », a-t-elle conclu, espérant sur l'appui du ministère de la Santé pour les prochaines étapes.

Ouvrant les travaux, le directeur de cabinet de la ministre de la Santé et de la population, Florent Balandamio, a rappelé que cet atelier s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du plan opérationnel du cadre stratégique de lutte contre la malnutrition, horizon 2025. Revenant sur les résultats de l'enquête par grappes à indicateurs multi-

ples 2014-2015, il a rappelé que ce décret s'avère utile au Congo car le défi d'améliorer le taux d'allaitement maternel exclusif commande, entre autres, que le pays renforce son cadre juridique en matière de nutrition.

La réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel est, a-t-il indiqué, un des moyens pour la mise en œuvre convenable des initiatives et engagements internationaux en faveur de la promotion ou de la protection de l'allaitement maternel. Il s'agit notamment de la Déclaration d'Innocenti de 1990 et de l'Initiative Hôpitaux amis des bébés de 1991.

« La signature, à terme, de ce décret, comblera le vide qui, trente-sept ans durant, a laissé le champ libre aux délégués de sociétés commercialisant les substituts du lait maternel. Ces derniers en ont profité pour fréquenter nos formations sanitaires et vanter leurs produits alors qu'ils ne valent pas le lait maternel, fondement de la vie », a déclaré Florent Balandamio, soulignant la nécessité d'adapter ce projet de décret au contexte national.

Notons qu'après l'élaboration de ce texte, les prochaines étapes concerneront l'adoption et l'application du code de commercialisation des substituts du lait maternel au Congo.

Parfait Wilfried Douniama



Les officiels posant avec les participants/Adiac







## KARATÉ

## Après la formation, la DGSP passe aux compétitions

**Au sortir du stage de remise à niveau, la section karaté du club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) prévoit une série de combats pour préparer les athlètes à diverses compétitions.**

Les officiels techniques, arbitres, athlètes et juges sortent d'une session de formation supervisée par Me Fiston Moussa portant, entre autres, sur les nouvelles modifications des règles de combats, la tactique et la technique. « Ce séminaire nous permet de faire connaître aux athlètes le nouveau règlement pour qu'ils ne soient pas surpris dans des compétitions à venir. La DGSP est le premier club à le faire », a indiqué Me Mariam Ndeke qui dirige la section karaté du club multidisciplinaire.

Sur les modifications apportées au règlement, Mariam Ndeke a expliqué que désormais les fautes seront considérées selon la première ou la deuxième catégorie. Bien avant, l'on accordait les points à un compétiteur lorsque son concurrent commettait une faute, aujourd'hui, ce n'est plus la même chose. Les cartons sont infligés à la place des points. Le coach peut réclamer le point marqué de son athlète en attirant l'attention de l'arbitre central par un carton.

Après la formation, les karatékas de la DGSP seront évalués sur le tatami. « Nous avons lancé un processus de préparation puis un stage qui nous a conduit à l'étape pratique qui consiste à se lancer sur les terrains pour tester le club. En attendant le championnat sectoriel et le championnat départemental, nous nous préparons pour sélectionner les compétiteurs. Nous remarquons que les athlètes de la DGSP ont assimilé les notions enseignées lors du stage. Il suffit de faire quelques réglages tactiques et techniques », a indiqué le directeur technique du club, Me Fiston Moussa. Parmi les clubs ciblés pour la mise en jambe figure le club Académie.

**Rominique Makaya  
et Rude Ngoma (stagiaire)**

## COOPÉRATION

## Le Congo et l'Union européenne s'engagent à renforcer leur partenariat

**La question a été au centre des échanges que le nouvel ambassadeur européen à Brazzaville, Raul Mateus Paula, a eus avec le président du Sénat, Pierre Ngolo.**

Profitant d'une visite de courtoisie auprès du président de la chambre haute du parlement, Raul Mateus Paula, accompagné de Claude Bochu, premier secrétaire d'ambassade, a saisi cette occasion pour discuter avec son interlocuteur du partenariat entre le Congo et l'Union européenne en particulier et de l'Afrique en général.

« Parce que je crois que l'Union européenne et l'Afrique sont des continents très proches avec des intérêts stratégiques très importants », a déclaré le diplomate européen. Les deux personnalités ont, en outre, évoqué la situation internationale, notamment les enjeux et synergies avec la

volonté de donner un nouvel élan dans la perspective des élections européennes de mai prochain et de voir comment renforcer les échanges entre les assemblées parlementaires.

Raul Mateus Paula a rappelé que le partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne était régi par l'accord de Cotonou, qui va entrer dans sa phase importante dans le cadre de la programmation post-Cotonou qui s'achève en 2020.

Interrogé sur le projet de la route Ngambari-Mindouli, dans le département du Pool, dont une partie n'a pas été achevée, le diplomate européen a d'abord rappelé que c'était un investissement très important, avant d'émettre l'espoir de voir un jour cette route finalisée.

**Jean Jacques Koubemba**

## SOUDAN

## L'Unicef appelle à la protection des enfants

**L'agence des Nations unies a demandé aux autorités soudanaises de préserver les enfants de la crise économique qui affecte le pays depuis plusieurs mois.**

Dans un communiqué de presse publié le 24 janvier, le directeur régional du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, Geert Cappelaere, a déclaré : « Des enfants auraient été tués dans les troubles qui ont éclaté en décembre au Soudan. Selon des informations reçues, des dizaines d'enfants ont également été blessés et d'autres arrêtés ».

Il a rappelé que ces derniers mois, le Soudan a connu une hausse sans précédent du coût de la vie ainsi que des pénuries de pain et de carburant. En effet, des manifestations ont débuté le 19 décembre dernier après le triplement du prix du pain et pris une tournure politique. La répression aurait fait des dizaines de morts parmi les manifestants et des centaines de blessés.

La semaine dernière, la cheffe des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, s'était dit vivement

préoccupée par des informations crédibles faisant état d'un usage excessif de la force par les forces de l'ordre soudanaises contre les manifestants.

« Bien qu'il soit difficile pour l'Unicef de vérifier ces informations, les enfants doivent toujours être protégés de toute forme de violence, de préjudice, de cruauté et de maltraitance physique ou mentale. Les enfants ne doivent jamais être ciblés, utilisés ou exploités », a dit Geert Cappelaere.

En outre, le responsable de l'Unicef a noté que « la pauvreté parmi les enfants et leurs familles a augmenté, obligeant certaines familles à prendre des mesures néfastes, telles que de retirer leurs enfants de l'école ». « Selon des informations parvenues à l'Unicef, de plus en plus d'enfants ont désormais besoin de soins de santé et de nutrition », a-t-il ajouté.

Il a conclu en réitérant l'appel de l'Unicef aux autorités soudanaises à donner la priorité à la protection des enfants et de leurs droits à l'éducation et à la santé, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.

**Yvette Reine Nzaba**

## BASKETBALL-BRAZZAVILLE

## Les techniciens de la ligue à l'école du savoir

**Les officiels, arbitres et entraîneurs de la balle au panier mettent à jour leurs connaissances sur les quatorze modifications, mondialement admises, du code de jeu de la discipline.**

Les règles de jeu ont changé au basketball. Quatorze modifications ont été apportées au plan international. « Nous avons pensé utile de faire en sorte que nos cadres soient au même diapason », a expliqué le président de la ligue départementale de Brazzaville, Fabrice Matève Makaya, le 23 janvier, à l'ouverture du séminaire visant à renouveler les connaissances des cadres techniques en la matière. Le code du jeu modifié, la psychologie de l'arbitre, la formation du joueur font partie des thématiques qui seront développées durant la formation. « Les modifications apportées visent à rendre le basket-

ball plus attrayant, plus spectaculaire », a indiqué le directeur technique de la ligue, Norbert Banzouzi, également directeur de ce stage à la fois théorique et pratique.

Parmi les règles de jeu qui ont changé, il y a le lancer du ballon sur le panneau, les quatorze secondes concernant la remise en jeu en zone avant, le temps mort dans les deux dernières minutes... Le président de la ligue a profité de l'occasion pour faire quelques annonces sur le lancement de la saison sportive 2018-2019, dont cette formation de renforcement de capacités est le premier acte. Selon Fabrice Matève Makaya, le championnat départemental débutera le mois prochain. « La ligue ne va pas admettre la compétition départementale avec des joueurs qui n'ont pas



de licence », a-t-il prévenu. Un rappel aux dirigeants de clubs puisque la ligue a pris la responsabilité d'assurer tous les clubs engagés dans

la compétition. Par ailleurs, avant le coup d'envoi, les joueurs devront faire des visites au centre médico sportif. « C'est la condition sine

Les participants au séminaire de formation qua non pour le démarrage du championnat », a insisté le président de la ligue.

**R.M.**